

Note d'Athéna sur les recherches sur l'Islam, la citoyenneté et les processus de radicalisation

A la suite des attentats perpétrés à Paris les 7, 8, 9 janvier 2015, les acteurs de la recherche en sciences humaines et sociales, universités, grands établissements et organismes de recherche ont établi un premier bilan des recherches et publications réalisées depuis une quinzaine d'années sur les thématiques de la marginalisation sociale, de l'éducation, de la situation de la jeunesse dans les banlieues, de la pratique religieuse et de ses relations à la citoyenneté et à la République. Ce bilan a pris en compte les recherches sur le rôle des religions dans la construction des identités culturelles, l'intégration des populations musulmanes, sur la place de l'école dans l'intégration ainsi que sur le rôle des prisons dans l'ensemble des processus de radicalisation.

Ce constat indique très clairement que toutes les disciplines sont présentes dans l'effort de recherche réalisé : la sociologie, la science politique, l'anthropologie, l'histoire mais aussi le droit, la philosophie, la littérature, la linguistique et les études classiques. Les attentats du 11 septembre 2001 avaient déjà servi de déclencheur et la première vague d'études est arrivée à maturité dès le milieu des années 2000. Des hypothèses, des méthodes, des approches critiques, des dimensions du social et du culturel, des temporalités différentes ont été mobilisées, de l'actualité la plus récente jusqu'aux effets post-coloniaux en passant par les influences philosophiques et culturelles de l'époque médiévale.

Comparé à celui d'autres pays, l'investissement réalisé dans la recherche n'a pas été à la dimension des enjeux, et si les questions ont été traitées, le nombre d'enseignant-e-s-chercheur-e-s et de chercheur-e-s engagés dans ce domaine reste quantitativement modeste. En outre, en dépit d'une production de grande qualité et de rapports signalant les risques, les résultats de ces recherches ont trouvé peu d'échos durables au-delà du cercle des spécialistes.

Les dispositifs de transfert des résultats de la recherche vers la société et les responsables politiques sont assurément trop peu développés. Mais on ne peut écarter l'hypothèse que les questions traitées n'ont pas bénéficié de l'attractivité d'un objet intellectuel doté d'une plus forte distinction dans le monde académique. N'avons-nous pas, collectivement, une difficulté à investir davantage et à nous intéresser vraiment à ces thèmes de recherche qui mettent en évidence les difficultés de l'intégration des jeunes dans les banlieues et quartiers où les institutions de la République, les services publics en général et tout particulièrement l'école, la police, les moyens de secours sont régulièrement pris pour cibles ?

Autant de questions qui indiquent clairement qu'un double effort doit être fait : un effort de transfert des savoirs existants et un effort de coordination et d'impulsion pour mieux mobiliser les ressources disponibles afin qu'un plus grand nombre de collègues investissent sur ces thématiques qui doivent être appréhendées dans leur globalité géographique, politique et culturelle.

L'Alliance Athéna propose de toute urgence de :

1. Renforcer les dispositifs existants et transférer les résultats vers la société civile

- L'ISSMM (Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman), créé en 1999, contribue à la diffusion des savoirs scientifiques sur l'Islam, et le monde musulman à l'échelle nationale et internationale et propose des actions de formation pour des professionnels ; il doit être soutenu fortement.
- Le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) *Moyen-Orient et Mondes Musulmans* est devenu, en à peine deux ans, un lieu de réflexion et d'échange pour tous les spécialistes concernés, il doit être conforté.
- Des doubles cursus de formation doivent permettre d'articuler l'apprentissage des langues et cultures orientales et la formation en sciences humaines et sociales ou/et en sciences de l'information et de la communication, autour de la documentation et de l'information multilingues.
- Les diplômés d'Université éligibles à la Formation Continue à destination des personnels au contact de populations sensibles (intervenant dans le secteur hospitalier, dans les prisons, dans l'éducation nationale...) touchant la connaissance des religions et des lois de la République, doivent être multipliés.
- Il faut enfin organiser, sur le modèle des *Community Services* des universités américaines, des structures permettant aux enseignant-e-s-chercheur-e-s et chercheur-e-s des sites universitaires de se mettre au service de la communauté locale, pour des échanges et formations sur les thématiques traitées ici.

2. Favoriser le développement de thématiques de recherche qui font aujourd'hui défaut.

- Il convient en particulier d'encourager les travaux sur l'Islam contemporain dans les pays non arabophones et les formes de la citoyenneté d'aujourd'hui ainsi que sur les processus de radicalisation dans leur dimension comparée, en Europe et hors d'Europe. Ces priorités peuvent s'inscrire dans les faits dès cette année (contrats doctoraux, délégations CNRS, CRCT, chaires environnées, recrutements à l'IUF et dans les IEA).
- Il faut faciliter l'accès aux terrains de recherche dans le monde arabo-musulman. Les UMIFRE (unités internationales opérées par le MAEDI et le CNRS) y offrent des points d'appui et d'immersion exceptionnels, elles permettent aux chercheurs des laboratoires en France de tisser des coopérations avec les institutions de recherche des pays où elles sont établies. Elles peuvent être articulées avec les dispositifs IRD.
- Il convient d'investir dans des recherches nouvelles sur le risque qui concerne la sécurité humaine et toutes les formes de terrorisme et de violence.
- Afin de développer l'enseignement de la langue arabe et les recherches en islamologie et sur l'histoire des pays arabes, devenues des disciplines rares, il convient de flécher quelques postes à l'Université, dans les grands établissements et au CNRS ; sans négliger la ressource que constituent les compétences des nombreux enseignant-e-s-chercheur-e-s et chercheur-e-s maîtrisant l'arabe classique et toutes ses variantes.